



L'énigme Algérie: un nouveau temps politique?

Par [Tewfik Hamel](#)

Mondialisation.ca, 27 mars 2019

[El Watan](#) 19 mars 2019

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Histoire et Géopolitique](#)

Analyses: [LE MAGHREB](#)

L'Algérie est une source de surprises continue qui fait qu'aucun consensus n'existe aujourd'hui entre les analystes et les services secrets étrangers sur la direction que prend l'Algérie. En bref, l'Algérie est un puzzle pour les experts, pour ses propres politiciens et pour le peuple algérien. Le pouvoir algérien est resté fidèle à lui-même.

Toujours opaque. Même les services secrets étrangers qui scrutent la «boîte noire» ne savent pas vraiment qui gouverne en Algérie. Le président Bouteflika représente un puissant centre d'intérêts : un «Ils» indéfini. Mais il est clair qu'il n'est plus en mesure de jouer son rôle d'équilibriste. La crise algérienne est par essence politique. En 1989, c'était la «perestroïka sans glasnost», 30 ans plus tard et après une «sale guerre», c'est toujours la «perestroïka sans glasnost». Une situation marquée par l'exclusion politique, économique, sociale et culturelle, et une fracture entre la société et le pouvoir, une corruption structurelle, un climat de tensions permanent et un vide politique.

Tout bien considéré, la normalisation économique de l'Algérie est toujours en suspens – même si les dirigeants ne ménagent aucun effort pour nous convaincre du contraire – et elle est peu probable de se produire sans une normalisation préalable du système politique. L'échec du pouvoir algérien découle de son approche économiste et techniciste qui se ramène à la technicisation et l'économisation du politique : apporter des solutions techniques et économiques à une crise politique. Par «politique», nous voulons dire : décider qui obtient quoi, comment, où et quand dans un contexte spécifié ? En d'autres termes, les institutions politiques, correctement définies, et non des conditions économiques, la démographie ou la géographie, sont les plus importants prédicteurs de l'apparition de l'instabilité politique.

Le pays se trouve à un carrefour crucial de son évolution politique. Il doit relever des défis simultanés posés par des forces nationales, régionales et mondiales. Globalement, le pays connaît une phase de transition classique, par essence instable mais aggravée par certains facteurs. L'Etat algérien reste fragile. Sa stabilité est celle d'une pyramide inversée. Les définitions de la fragilité sont construites autour de trois dimensions principales : défaillance d'autorité, défaillance de services et défaillance de légitimité. Respectivement, elles se produisent lorsque l'Etat ne parvient pas à protéger ses citoyens contre la violence, fournir des services de base à tous les citoyens, et être reconnu comme légitime par ses citoyens.

La démocratie et la paix ne se déplacent pas toujours vers l'avant main dans la main ; parfois, les progrès de la démocratisation menacent la paix et les compromis nécessaires pour la paix restreignent ou retardent cette démocratisation. Les risques d'instabilité et de conflit sont considérablement importants dans les démocraties partielles comme l'Algérie. La nature complexe de la politique ne peut pas être simplement traduite dans les slogans et

mots à la mode. Le «dégagisme» (Dégagez !) n'est ni un programme politique ni une fin en soi. Gouverner, c'est prévoir et anticiper, et l'état final recherché n'est rien d'autre que l'édification d'un Etat démocratique moderne. En ce sens, cet article insiste délibérément sur certains points que d'autres, souligne les défis que suscitent les périodes de transition en mettant l'accent sur la centralité des institutions et la difficulté de traduire les attentes des populations et les déclarations générales en lignes politiques.

La transition entre fiction et pratique

Lorsque l'on parle de «transition démocratique», il convient de faire trois mises en garde. Primo, les politiques et les justifications qui vont émerger sont le résultat de débats intenses au sein du cercle restreint des décideurs et de la bureaucratie gouvernementale dans son ensemble. Penser la transition démocratique comme étant développée d'une manière primitive à partir d'une sorte de tabula rasa (table rase) par un acteur rationnel unitaire revient à mal comprendre le processus d'élaboration de la politique publique. Même si les bureaucraties gouvernementales sont caractérisées par une grande inertie cognitive, il existe de profondes différences dans l'évaluation de la situation même dans le cercle intime du président.

Ces tensions se sont traduites par l'incertitude de l'opinion publique algérienne quant à l'avenir du pays. Secundo, c'est une erreur de penser la transition démocratique comme un produit entièrement rationnel. Les termes de base de la stratégie invoquent des images hautement émotionnelles de l'identité et de la raison d'être.

En conséquence, les acteurs appliquent les perceptions subjectives aux arguments développés pour guider et justifier l'action. Si la raison et les preuves jouent un rôle, les valeurs, la culture et les émotions font de même. Enfin, la transition démocratique est l'aboutissement d'un débat politique et de contestations. En tant que tel, il est toujours sujet à des changements, à mesure que différents groupes poursuivent des objectifs différents.

Les pressions pour la réorganisation politique, économique et sociale sont devenues si fortes sur les pouvoirs publics que des mesures doivent être prises sans doute dans l'espoir de limiter l'étendue des manifestations et mécontentements. La solution réside dans l'organisation et la rationalisation du changement social qui semblait maintenant inévitable face à une population algérienne déterminée à se réapproprier la chose politique. Ainsi peut être expliquée la décision-spectacle de la transition démocratique gérée par le régime. Toutefois, le gouvernement se trompe amèrement de diagnostic. Malheureusement, l'opposition elle aussi ne semble pas saisir la profondeur des transformations de la société algérienne.

La question est donc comment atteindre l'objectif d'édification d'un Etat algérien moderne sans mettre en péril les réalisations obtenues. Pour pouvoir organiser et rationaliser le changement politique et social, il faut au préalable étudier et comprendre les règles qui l'ont régi. C'est une erreur de croire que le simple départ du clan présidentiel et le maintien des élections à la date prévue pourraient régler les problèmes de l'Algérie.

A vrai dire, il est quasiment exclu que le pouvoir accepte le maintien de l'élection présidentielle le 18 avril prochain. Qui pourrait imaginer que le pouvoir organise une élection sans que le système ait son propre candidat ? Après le retrait de Bouteflika, le système n'a plus de candidat. Le pouvoir n'a pas encore dit son dernier mot. La question est de savoir jusqu'à quel point il pourrait aller pour préserver le statu quo. Pour être efficaces,

l'opposition et la société civile doivent répondre à trois questions fondamentales : que voulons-nous atteindre ou quels sont les buts recherchés ? Comment pouvons-nous y arriver, ou quels sont les moyens ? Et quels sont les ressources disponibles, ou quels moyens qui vont être utilisés ? L'idée de la «transition démocratique» fait son chemin, mais la vraie question est de savoir comment traduire les revendications et aspirations populaires en lignes politiques. Ces dernières doivent à leur tour être concrétisées dans des stratégies opérationnelles. De toute évidence, les politiques, les stratégies et les programmes sont exécutées à travers des hommes et des institutions. C'est crucial, car il est rare que de nouvelles idées se développent dans le monde moderne en dehors des réseaux institutionnels. Des idées au sein d'une institution deviennent incarnées dans sa déclaration d'intention, son autodéfinition et son programme de recherche ou de formation, qui, à son tour, tend à perpétuer et à étendre les idées.

En d'autres termes, la transition démocratique est une belle idée, mais la transition vers où ? Comment ? Combien de temps faut-il ? Le régime parle de transition alors qu'il cherche à organiser sa succession, que les Algériens demandent une vraie transition. En d'autres termes, les mots comptent, mais le contexte est roi. Le plus important n'est pas de trouver un langage commun, mais plutôt comment les acteurs l'utilisent pour décrire clairement l'interaction complexe entre la politique, la stratégie et la réalité de l'Algérie. Sans une compréhension de ce qui se passe, pourquoi se produit-il (y compris le contexte historique) ? Comment s'est-il produit et que cherchent les acteurs à atteindre ? Il n'y a pas de stratégie. C'est-à-dire ceux qui élaborent la feuille de route de la transition démocratique doivent connaître le contexte dans lequel ils agissent et comment il peut être canalisé pour atteindre l'état final recherché. Si elle a l'apparence d'un calcul rationnel de fins moyens, la transition en tant que processus est le produit de négociations et compromis - un processus non linéaire et irrationnel.

Il est improbable que l'élection présidentielle dans le contexte actuel puisse régler les défis de l'Algérie. Cette dernière a besoin de réformes structurelles profondes qui peuvent être réalisées si elles sont soutenues par un large consensus. Les candidats actuels (ceux qui ont déposé un dossier au Conseil constitutionnel) ont montré leurs limites en termes de capacités de mobilisation. Outre qu'ils ne représentent pas l'ensemble des composantes de la société algérienne, les récentes manifestations ont révélé la «délégitimation de la politique» en général et le rejet du clan présidentiel en particulier. La tâche de réformer les institutions existantes pour faire émerger une nouvelle architecture institutionnelle d'une nouvelle République algérienne moderne est difficile.

Car les organisations et bureaucraties gouvernementales manifestent une aversion à l'adaptation. Les analystes mettent en cause les institutions plutôt que les individus. Une série de théories ont comme socle commun l'idée selon laquelle toutes les organisations et les bureaucraties résistent à des changements coûteux. Les organisations ont des cultures professionnelles et le changement majeur vient rarement de l'intérieur. Ici, la pression vient de l'extérieur, la mobilisation populaire en l'occurrence. Car les institutions humaines constituent en elles-mêmes un obstacle à une adaptation efficace - elles n'existent pas pour s'adapter à un monde changeant et incertain.

Plus qu'avant, les institutions algériennes sont plus en difficulté alors que l'environnement change plus vite. En même temps, le public est devenu plus exigeant à propos de l'argent qu'elles dépensent par rapport aux services rendus. Le but des organisations et bureaucraties gouvernementales est de créer la stabilité et la continuité, et affichent des «troubles d'apprentissage» ou des «routines défensives». Cette routinisation entrave le type

d'apprentissage dont la société peut en avoir besoin dans le monde en évolution rapide. Ce qui signifie que la transition démocratique ne sera pas un processus linéaire, nécessairement marquée par des frictions. Parce que peu d'institutions se revitalisent sans d'énormes pressions extérieures, la vigilance est de mise. Le changement crée l'incertitude et produit des gagnants et des perdants. Les organisations visent à imposer l'ordre. Elles existent pour servir de freins à des changements importants qui perturbent les comportements existants.

La plupart des bureaucraties s'opposent au changement comme il représente une menace directe à leur position. En d'autres termes, la mise en œuvre de la transition démocratique nécessite un investissement matériel, humain, organisationnel. Le processus d'élaboration, de mise en œuvre et d'institutionnalisation des réformes complémentaires peut prendre des mois voire des années. Cela suggère l'importance de la stabilité dans la mission et les ressources d'une organisation. L'entretien d'un organisme public nécessite non seulement l'obtention de capitaux (crédits) et de main-d'œuvre (personnel), mais aussi un soutien politique.

C'est le soutien politique qui fournit aux bureaucraties et dirigeants publics l'autonomie nécessaire pour appliquer les politiques et mettre en œuvre les changements qu'ils perçoivent appropriés. La réussite de la transition dépend du soutien populaire si le soutien politique fait défaut ; le soutien politique est à son plus haut niveau lorsque les objectifs de l'agence sont populaires, ses tâches simples, ses rivaux inexistantes et les contraintes minimales. Ces conditions s'appliquent rarement aux bureaucraties gouvernementales et encore moins à des institutions chargées de conduire une transition démocratique ; c'est-à-dire qu'elles vont bouleverser les équilibres existants. En d'autres termes, il y aura toujours de la résistance et la volonté de maintenir le statu quo. Le maintien du caractère pacifique et la structuration de la mobilisation populaire restent déterminants. Jusqu'à maintenant, le régime algérien (à l'instar de nombreux pays de la région) a adopté une stratégie de survie impliquant un pluralisme guidé, des élections contrôlées et une répression sélective. Il s'agit d'un exercice d'équilibre où les dirigeants diminuent ou augmentent les limites de l'ouverture politique en réponse à ce qu'ils considèrent comme facteurs stimulant le régime ; un cycle dans lequel le régime oscille entre autoritarisme et libéralisation selon sa perception de la menace. Le régime traite les attentes nationales en fonction des points de vue des dirigeants, de l'intensité de l'opposition politique, du degré des pressions internes et externes, entre autres.

Craintes des mouvements de masse

La société algérienne a connu des transformations profondes. Il faut s'attendre à ce que son rôle soit plus important sur les décisions politiques. Plusieurs signes étaient déjà visibles. Les manifestations sur le gaz de schiste, par exemple, montrent clairement que les populations cherchent à avoir leur mot à dire sur les orientations stratégiques de la nation. Au-delà du lieu de localisation des protestations (au Sud de l'Algérie – un fait exceptionnel – et partiellement soutenue au Nord), elles ont impliqué différentes couches de la société algérienne et pas seulement les jeunes. La nature de leurs revendications est aussi inhabituelle. La conscience environnementale était indéniable. D'où la difficulté de coopter les manifestants financièrement, car ils n'avaient pas de revendications sociales liées à une classe particulière, mais des demandes environnementales et économiques. Les manifestants voulaient que le gouvernement cesse toute activité sur l'exploration du gaz de schiste. Ce mouvement posait des défis tout à fait nouveaux au pouvoir politique, traduisant l'émergence d'une conscience nouvelle. La dimension environnementale n'est que l'une des expressions des transformations profondes qu'a connues la société algérienne. Le message

politique était clair : les grandes options économiques du pays ne sont plus l'apanage du gouvernement, mais aussi de la société civile. Les manifestants défendaient le droit de la population à participer aux grandes décisions économiques et stratégiques du pays. Ceci ouvre une nouvelle phase, souvent tendue, dans la relation entre le pouvoir et la société.

Malgré la présence de nombreux signes, le pouvoir algérien est resté myope au point où des personnalités politiques vantent publiquement la capacité du gouvernement à contrôler les manifestations. Les Algériens n'ont jamais été fatalistes. Ils n'ont jamais été résignés à leur sort. L'Algérie est familière avec les manifestations quotidiennes. La stratégie toutefois du gouvernement a toujours cherché à éviter la convergence des contestations dans le temps et l'espace ; ne pas se produire en même temps à travers tout le pays. Les manifestations sont restées dispersées géographiquement et ne se produisent pas en même temps. Historiquement, les élites au pouvoir se révèlent incapables d'accepter et n'admettent pas qu'il pourrait exister des raisons légitimes qui poussent les populations à se rebeller contre leurs codes et règles. Ces mouvements de masse sont décrits comme non démocratiques, et l'expression irrationnelle des griefs partagés, découlant de la privation ou des conditions aliénantes de la «société de masse». Ce type d'analyse des mouvements populaires a marqué la pensée des élites durant des siècles. De manière générale, elles affichent constamment une profonde ambiguïté et ambivalence au sujet des mouvements de masse, dépeints généralement comme une menace. Les élites présentent les formes de comportement collectif comme spontanées, émotionnelles et socialement pathologiques. Par conséquent, si ces «vagues de fanatisme de masse» sont laissées sans contrôle et surveillance, cette forme potentiellement dangereuse d'activité non institutionnalisée pourrait menacer un mode de vie apparemment sain, stable et bien établi.

Les élites supposent que ces mouvements surgissent en réponse aux griefs de personnes souffrant des dislocations et aliénations qui accompagnent le changement social, économique et politique rapide. Ce qui donne lieu à un comportement collectif «irrationnel, impulsif et déviant». Les élites ont d'énormes difficultés à percer la dynamique des mouvements de résistance et de masse en dehors de l'idée qu'ils sont des fanatiques irrationnels. Elles gèrent cette tension en attribuant toute efficacité causale à une «main étrangère» ou à une «avant-garde» d'extrémistes sinistres qui manipule les masses. Crane Brinton traduit cette pensée. Comme pour la maladie, écrit-il dans *L'Anatomie de la révolution* (1938), les symptômes d'une révolution sont généralement présents avant que la maladie ne soit diagnostiquée.

Ces «symptômes» sont souvent présents pendant des générations. Comme une maladie avec une forte fièvre, les révolutions commencent souvent avec modération [les Règles des Modérés] et se terminent par «une crise [...] un délire [avec] la domination des révolutionnaires les plus violents [les Règles des radicaux], le règne de la terreur». Les déclarations du gouvernement traduisent la même réflexion lorsqu'il avertit : «Les citoyens ont offert des roses aux policiers, c'est beau, mais je rappelle qu'en Syrie, ça a commencé aussi avec les roses». Toutefois, les Algériens ont montré une grande maturité. Outre le pacifisme des manifestations, il convient de noter la forte implication des femmes algériennes, qui est un signe de la profondeur des transformations sociétales.

Difficultés de changement

Il convient de garder à l'esprit que la transition démocratique sera le résultat contingent de processus politiques dynamiques et qu'elle n'est donc ni statique ni entièrement cohérente. En effet, les problèmes que créent les changements récents en Algérie pour les hommes

politiques et fonctionnaires sont fondamentalement différents de ceux qu'ils créent pour d'autres analystes. Cinq principaux organismes et ensembles d'agents peuvent être distingués ; les analystes académiques ; les organismes gouvernementaux ; les organismes non gouvernementaux ; les médias ; et les personnes dans la vie quotidienne. A l'exception de la première catégorie, dont l'orientation est principalement – mais pas nécessairement – théorique et analytique, les autres ont (du fait que les changements en cours empiètent sur la conduite de la vie sociale) une orientation globalement pratique, une orientation à l'action et les stratégies d'action (Il y a aussi une différence entre les quatre autres catégories). En d'autres termes, le politicien et le fonctionnaire opèrent directement dans le monde réel et sont soumis aux contraintes du facteur temps et des ressources. Leur approche est normative, prescriptive et prospective. Elle n'est pas simplement empirique et ne vise pas seulement à décrire et à expliquer les phénomènes et à envisager le futur. Leur analyse évalue les choix politiques et stratégiques auxquels l'Etat est confronté, et recommande souvent un plan d'action.

La question est : comment gérer et canaliser le mécontentement populaire et le traduire en énergie positive. Pour l'instant, aucun programme avec contours clairs susceptible de recueillir le consentement des Algériens n'est en vue. A ce titre, le pouvoir et l'opposition ne proposent rien sinon quelques déclarations générales qui sont, par définition, larges et globales. Ces déclarations prennent la forme de paroles émouvantes et d'observations générales sur les défis, mais les traduire en action nécessite un pragmatisme complexe. Cela pour dire que le vrai capital d'un homme ou d'un parti politique est sa capacité de mobilisation. A cet égard, l'opposition s'est démarquée par son éclipse et a raté une occasion historique de conduire le changement. Désarmée intellectuellement, l'opposition est dispersée, sans véritable projet de société et sans un vrai profond ancrage social-national. Ce qui explique le rejet de la politique. A cause de la faiblesse de l'opposition, le réveil du peuple algérien a eu lieu sans qu'il y ait les outils pour le traduire institutionnellement. L'opposition ne peut pas s'enfermer dans le slogan du «dégagisme». Elle a la responsabilité de présenter une vision heureuse de l'avenir

Pour l'instant, il y a la proposition du pouvoir. L'opposition doit présenter sa feuille de route ; ce devrait être projet contre projet au lieu de s'enfermer dans le slogan «Dégagez !». C'est la seule façon de sortir de cette inertie institutionnelle. Comment l'opposition envisage-t-elle l'avenir ? Maintien ou pas des élections à la date prévue ? Y aurait-il une période de transition, et si oui, quels seront les acteurs ? Combien va-t-elle durer ? etc. Au moins, elle doit faire émerger les contours autour desquels les débats seront axés. Une transition négociée intelligemment et fermement sur la base de lignes claires est susceptibles de la conduire à bon port.

Le «dégagisme» pur et simple a montré ses limites. Les cas de la Tunisie et de l'Egypte sont deux parfaits exemples. Ben Ali et Moubarak sont partis, mais les anciens membres des régimes déchus ont fini par trouver un moyen de retourner au pouvoir. Seules des propositions concrètes pourraient remédier à l'éclipse de l'opposition et lui donner crédibilité. La feuille de route se situe dans une sphère ambiguë entre la complexité de la gouvernance et les aspirations et revendications légitimes des populations. Naviguer entre l'ordre/sécurité et liberté/justice/paix exige une clarté quant à la finalité politique – qui obtient quoi, comment et quand ? Au fur et à mesure que les idées prennent forme, le but de la feuille de route évolue, passant de son rôle d'un outil pour comprendre la réalité (outil d'apprentissage et de compréhension) à un outil qui fournit une politique ou un plan d'action. Cette tâche nécessite une compréhension claire de ce qu'attendent les différentes

parties prenantes ainsi qu'une connaissance du processus décisionnel.

L'homme politique est impliqué dans un processus de dialogue et d'échange avec les populations. Le but principal de la recherche scientifique dans la communauté universitaire est de contribuer à la découverte de la vérité et d'améliorer la compréhension du monde. Les analyses des fonctionnaires gouvernementaux partagent cet engagement, mais sous un angle différent. En ce qui concerne le rôle fonctionnel, leur but ultime est d'aider le gouvernement à mener sa politique de manière plus judicieuse et à utiliser plus efficacement ses ressources et son pouvoir stratégique.

Les idées et les théories sont censées définir, organiser et expliquer pour le monde pratique en quoi, quand et où les actes (ou les menaces) ont des conséquences stratégiques. L'orientation des fonctionnaires n'est pas seulement académique, mais surtout pratique en définissant correctement le problème et en précisant les principes de façon à créer une connexion optimale, à la fois entre théorie et pratique, entre planification et action, et entre stratégie et tactique. La feuille de route est l'étude de «comment faire ?», un guide pour accomplir quelque chose efficacement. Tous les partis et les acteurs prétendant à jouer un rôle quelconque doivent apporter des réponses à ces questions.

Evidemment, la proposition du président est intrinsèquement anticonstitutionnelle et n'a pas de légitimité. Mais ce n'est pas la première fois que l'Exécutif prend de telles décisions ; les pratiques anticonstitutionnelles sont familières. Est-ce normal ? En aucun cas. A vrai dire, la Constitution a toujours été la chose du régime. Bizarrement et soudainement, la même Constitution, qui a été établie dans des conditions douteuses suivant un processus opaque sans le consentement de la population, est devenue la source de référence. En d'autres termes, insister sur l'aspect anticonstitutionnel de la proposition du président Bouteflika en se basant sur une Constitution qui est elle-même n'a pas une base de légitimité solide n'a aucun sens. Un tel débat reflète un manque d'imagination politique. Il est important que l'opposition reprenne l'initiative si elle veut peser sur l'avenir de l'Algérie.

Le président Bouteflika a eu quatre mandats pour préparer l'alternative. Mais il n'a rien fait. Le mot transition est une expression nouvelle dans le discours présidentiel. Mais les Algériens pourront-ils cette fois-ci faire confiance au régime ? La question ne se pose pas en termes de confiance bien qu'elle soit nécessaire. Il s'agit plutôt de rapport de force à construire, consolider, formaliser et institutionnaliser. Ensuite négocier la transition à partir d'un rapport de force. Aujourd'hui, le rapport de force n'est pas en faveur du régime en place. Le peuple algérien s'est réveillé. Il reste à traduire ce «réveil» politiquement et institutionnellement.

Le régime propose une transition, gérée par lui-même, à travers (entre autres) une conférence nationale inclusive et indépendante qui adoptera la Constitution. Théoriquement, c'est cette Commission qui définira l'architecture institutionnelle de la nouvelle République. Mais quelle seront sa mission et sa composition ? Quels sont ses membres ? Quels moyens seront mis à sa disposition ? etc. Voici quelques questions cruciales. Agir pour influencer sur ces questions pour avoir satisfaction semble plus intéressant que de discuter de la constitutionnalité, surtout que l'on sait que l'Etat de droit a toujours été une fiction. Il s'agit d'agir pour déterminer l'ordre du jour et les termes du débat tout en restant mobilisé.

Les bureaucraties gouvernementales, contrairement au secteur privé, ne peuvent pas allouer librement les facteurs de production ou définir leurs propres objectifs. Une bureaucratie n'est ni entièrement sous la direction directe de l'Exécutif ni entièrement libre

de toute influence présidentielle ou législative. Le contrôle sur les revenus, les facteurs de production et les objectifs de l'agence est entièrement conféré à des entités extérieures à l'organisation - législatures, tribunaux, politiciens et groupes d'intérêt. Le Parlement en particulier y exerce une influence à travers sa capacité à établir le budget de la bureaucratie. Des efforts constants sont déployés pour réformer une bureaucratie et changer ses objectifs. Apporter des changements s'avère souvent difficile. Car les organisations gouvernementales opèrent dans un domaine de contraintes particulier qui affecte leur capacité à exécuter les politiques et amorcer les changements. Contrairement à la gestion des affaires qui se concentre sur la "ligne de fond" (c'est-à-dire les profits), la gestion gouvernementale se concentre sur la ligne supérieure (c'est-à-dire les contraintes). Et cela a évidemment un impact sur la capacité d'action.

La Constitution ou la législation qui crée des organismes publics leur attribue des objectifs vagues, énumère seulement des préoccupations très larges et laisse la détermination de leur signification précise pour les forums politiques ultérieurs. Cela ne doit pas être le cas des institutions chargées de la transition démocratique. Leurs missions, objectifs, ressources, composition, statuts doivent être clairement définis, sans aucune ambiguïté.

En effet, l'une des difficultés inhérentes au développement de la transition démocratique découle du fait que les priorités doivent être établies à la fois parmi les objectifs, les opportunités, les problèmes, les menaces et les remèdes parce que le nombre de défis est immense et les ressources sont rares. Le processus décisionnel, qui diffère d'un pays à un autre, a son importance. L'élaboration des politiques publiques dans les systèmes européens, par exemple, a été comparée à un combat professionnel : deux prétendants, ayant gagné le droit d'entrer dans le ring, s'affrontent pour un nombre prescrit de rounds, et quand un combattant renverse l'autre, il est déclaré vainqueur et arrive à établir des politiques.

Le système algérien est très opaque. Surtout depuis la maladie du président Bouteflika, le processus décisionnel algérien ressemble plus à une bagarre dans un bar dans laquelle n'importe qui peut participer, les combattants combattent tous les arrivés et changent parfois de camp, aucun arbitre n'est responsable, et les combats ne durent pas un nombre déterminé de rounds mais indéfiniment ou jusqu'à ce que tout le monde tombe d'épuisement. L'absence d'un leadership consensuel qui bénéficie de l'appui de la majorité des Algériens ne facilite pas la tâche de la transition. La mise en œuvre d'un changement global en termes de cette transition démocratique nécessite des institutions et entités organisationnelles dotées d'une autorité et d'une capacité d'élaborer, d'évaluer et d'exécuter un programme intégré de réformes. La transition démocratique représente plus qu'un changement de cap.

Tewfik Hamel

Tewfik Hamel : Chercheur en histoire militaire

La source originale de cet article est [El Watan](#)

Copyright © [Tewfik Hamel](#), [El Watan](#), 2019

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca